

## BERLIN 1942-1943

Je faisais partie d'un groupe d'amis qui tous étaient farouchement antinazis. Mais je n'avais aucune idée de ce qu'était un État policier. J'allais le découvrir très vite, dès les premiers jours de mon séjour à Berlin.

Je suis arrivé à Berlin le 8 janvier 1942. Le ministre Frölicher, à qui je me suis présenté, m'a fait comprendre que j'étais trop jeune et trop inexpérimenté pour les tâches qui m'attendaient. Ce fut un entretien sans chaleur. Je ne me doutais pas que quelques années plus tard, après la guerre, à Berne, je serais une des rares personnes recevant Frölicher. On le rendait responsable de certains compromis consentis par la Suisse à l'Allemagne nazie, ce qui était tout à fait faux. Les responsabilités étaient ailleurs, à un niveau plus élevé. Frölicher a cru trop longtemps à la victoire allemande. Il a eu en Allemagne des contacts dont il aurait mieux fait de s'abstenir. Mais ce n'était pas un homme malhonnête et il n'était pas pronazi.

Ayant présenté mes devoirs au ministre Frölicher et à ses collaborateurs immédiats, je me suis rendu à la division des intérêts étrangers de la légation. Cette division, qui

comprenait une centaine de collaborateurs, était installée dans le bâtiment de ce qui avait été l'ambassade des États-Unis, Pariser Platz.

Frölicher tenait à maintenir une séparation nette entre la partie de la légation qui s'occupait des affaires suisses et la division des intérêts étrangers. Il intervenait le moins possible dans les affaires de cette division. Il estimait – et il n'avait pas tort – que la défense des intérêts étrangers, c'est-à-dire, en fait, d'intérêts ennemis dans l'optique allemande, risquait de nuire aux intérêts suisses. Les diplomates suisses chargés des intérêts étrangers pouvaient facilement entrer en conflit avec les autorités allemandes et c'était parfois dangereux, étant donné la nature du régime.

Paul Ruegger, notre ministre à Londres, et Pierre de Salis, chargé d'affaires à Rome, avaient une attitude complètement différente. Selon eux, la défense des intérêts étrangers était un devoir de la Suisse envers la Communauté internationale. C'était aussi un honneur, une justification de la neutralité. Tous deux se sont personnellement impliqués dans la défense des intérêts étrangers, ce qui pour Salis n'allait pas sans risques, lorsque les forces allemandes ont occupé l'Italie en 1943.

La hiérarchie qui dirigeait la division des intérêts étrangers à Berlin avait à sa tête le ministre Feldscher. Mais le vrai chef, la tête pensante de la division, était un jeune premier secrétaire : Agostino Soldati. Je ne crois pas avoir rencontré dans la génération de Soldati un homme aussi brillant que lui. C'était aussi un homme de courage et de convictions. La grande chance de ma carrière est d'être devenu, dès mon arrivée à Berlin, le collaborateur direct de Soldati. Je me suis

vite aperçu que Soldati formait avec le capitaine Kaech, aide de l'attaché militaire, le clan des antinazis au sein de la légation. J'ai immédiatement rejoint ce clan des *contras*.

À peine m'étais-je présenté à Soldati qu'il mit son téléphone dans un tiroir. « Précaution nécessaire, me dit-il, parce qu'il y a des micros dans tous les appareils et que nous devons nous parler librement. » Soldati m'avertit ensuite que plusieurs de nos employés étaient des agents de la Gestapo.

« Nous les connaissons ?

– Oui. Naturellement. La principale responsable de la centrale téléphonique, M<sup>me</sup> Kudriavtsev, travaille pour la Gestapo.

– Pourquoi ne pas renvoyer ces gens ?

– Parce que la Gestapo les remplacerait. Il vaut mieux garder les agents que nous connaissons. »

Au cours de la conversation, Soldati me conseille de prendre contact avec la nonciature : on ne sait jamais, il est possible que la nonciature nous aide, si nous avons des difficultés avec les nazis.

Le même jour, je vais à la nonciature où je suis reçu par un jeune prêtre. Nous parlons de choses et d'autres pendant près d'une demi-heure et je me rends compte, à la fin seulement de notre entretien, qu'il essaie de savoir quelles sont mes opinions politiques. Apparemment satisfait de mes réponses, il me conduit à un bureau où se trouve un prêtre plus âgé qui m'accueille chaleureusement. « Dans la période que nous vivons, me dit-il, on peut avoir besoin d'amis. Si vous croyez que nous pouvons vous aider, prenez contact avec moi mais avec personne d'autre de la nonciature. » Il insiste sur le « personne d'autre ». J'ai compris beaucoup

plus tard qu'à la nonciature il y avait deux partis : les anti-nazis et ceux qui n'excluaient pas une collaboration avec les nazis dans certains cas.

Bien des années plus tard, lorsque j'étais en poste en France, on a joué à Paris une traduction française d'une pièce de théâtre de Hochhuth intitulée *Le Vicaire*. Cette pièce dénonçait l'attitude de Pie XII pendant la guerre. Nous avons été la voir, ma femme et moi. Il y avait à côté de nous un couple âgé, très probablement juif. Tout à coup, des SS en uniforme arrivent sur scène. L'homme âgé assis près de nous est saisi de tremblements incontrôlables. Sa compagne l'a aidé à quitter la salle.

Pour contrecarrer l'effet de cette pièce de théâtre, plusieurs prêtres ont cherché à recueillir des témoignages favorables à Pie XII et à son entourage. L'un d'eux, le père de Riedmatten, a demandé à Soldati de témoigner que M<sup>gr</sup> Orsenigo, nonce apostolique à Berlin pendant la guerre, avait eu une attitude très claire à l'égard des nazis. Soldati, catholique pratiquant, a répondu qu'à son grand regret, il ne pouvait pas témoigner dans ce sens.

Un ami qui avait été en poste à Berlin juste avant moi m'avait recommandé de faire la connaissance d'un diplomate allemand qui occupait un poste très important. Il s'appelait von Scheliha et il était le numéro 2 des Affaires étrangères, c'est-à-dire que dans la hiérarchie du ministère il venait immédiatement après le secrétaire d'État von Weizsäcker. Selon l'usage de l'époque, je suis allé poser des cartes chez von Scheliha. Le lendemain, ce dernier a disparu.

Dans les milieux où évoluait Soldati, on disait que von Scheliha avait été arrêté parce que c'était un espion travaillant pour les Américains. Dans un cercle beaucoup plus restreint, que j'ai connu plus tard, on racontait, en choisissant avec prudence ses interlocuteurs, que von Scheliha faisait partie d'un complot contre Hitler. C'était la vérité.

Quelques semaines après mon arrivée à Berlin, Soldati m'invite à dîner. Participaient à ce dîner deux couples d'Allemands qui se disaient antinazis. Il y avait aussi un diplomate français très sympathique qui s'appelait Lalouette. Le gouvernement français avait chargé Lalouette de rouvrir l'ambassade de France à Berlin. C'était la politique de collaboration du maréchal Pétain avec le gouvernement allemand. À la fin du dîner, Lalouette nous a dit que la collaboration franco-allemande était une tromperie, qu'en réalité les Allemands mettaient la France au pillage. Il n'y avait à ce moment que Soldati et ses hôtes dans la salle à manger. De plus, des ingénieurs étaient venus la veille de Berne pour éliminer les micros que la Gestapo avait placés dans la villa de Soldati. Nous nous sommes séparés vers minuit. À 3 heures du matin, la Gestapo a arrêté Lalouette et l'a reconduit en France. Nous n'avons jamais su qui, des quatre Allemands et Allemandes, avait dénoncé Lalouette. Si cet incident s'était produit quelques mois plus tard, Lalouette aurait été envoyé dans un camp de concentration d'où il ne serait jamais revenu. Au début de 1942, les nazis cherchaient encore à sauver les apparences. L'ambassade de France n'a jamais été rouverte pendant le régime nazi.

Le Tout-Berlin s'étourdissait en donnant des dîners somptueux, malgré les prix exorbitants du marché noir : une livre de beurre coûtait deux mille cinq cents marks. Ces fêtes se déroulaient dans une atmosphère crépusculaire : les nouvelles du front de l'Est étaient mauvaises. De plus, la propagande nazie devenait très agressive à l'égard des classes possédantes : il fallait apaiser le peuple à qui le gouvernement demandait des sacrifices toujours plus grands. Les femmes qui portaient des manteaux de fourrure se faisaient insulter dans la rue par des individus certainement payés par la Gestapo.

Il n'y avait ni SS, ni généraux de la Wehrmacht, ni hauts fonctionnaires dans le Berlin mondain. Mais il y avait des indicateurs de la Gestapo, des agents provocateurs, tout l'appareil d'un État policier. Il fallait être très prudent.

L'histoire de Gloria Fürstenberg est typique de ce temps-là. Gloria était l'une des femmes les plus remarquées du Tout-Berlin. Sa beauté était extraordinaire ; son intelligence, brillante.

À quinze ans, elle travaillait dans une blanchisserie à Mexico. Un homme d'affaires allemand la remarque et l'emène en Europe. Arrivé en Allemagne, il l'abandonne.

Quelques années plus tard, Gloria épouse le comte Fürstenberg. Il fait partie de la haute noblesse allemande. Elle en est très amoureuse, mais doit vite déchanter : son mari travaille pour la Gestapo. On le paie. Peu à peu, il l'entraîne dans ses activités. Elle avertit ses amis : « Ne parlez pas devant moi parce que je suis surveillée et que je dois rapporter ce que j'entends. »

En été 1942, Gloria est chargée de recueillir des renseignements permettant d'identifier l'officier supérieur qui, en 1940, a prévenu le gouvernement hollandais de l'attaque imminente des forces allemandes. Deux ans plus tard, la Gestapo arrête l'amiral Canaris, chef du service de renseignements de l'armée, et lui fait probablement subir une mort atroce. C'est un de ses collaborateurs qui a alerté le gouvernement hollandais.

Fin 1942, Gloria demande et obtient un visa de sortie, en échange de ses services. Elle décide d'aller en Suisse et vient à la légation pour que nous lui donnions un visa. Je remplis devant elle la formule de requête de visa. Bêtement, je lui demande ce qu'il faut mettre sous profession.

« Putain, naturellement ! » me répond-elle.

Bientôt elle part pour la Suisse. Elle épouse plus tard un Anglais richissime. Mais le ressort est brisé. Pendant les dernières années de sa vie, Gloria promène son ennui, allant de l'une à l'autre de ses résidences en Angleterre, en France et aux États-Unis.

La baronne Anka von Fries donne un dîner somptueux qui réunit le Tout-Berlin mondain. Soldati et moi sommes invités.

Tout à coup, les sirènes retentissent. Panique, tout le monde se précipite vers la sortie. La maison se trouve sur une *Bomballee*, c'est-à-dire sur le trajet que suivent habituellement les bombardiers alliés. Dehors, c'est la bousculade. Des invités cherchent à s'emparer de la voiture de Soldati. Nous les écartons à grand-peine, Soldati et moi. Finalement, nous parvenons à entrer dans la voiture, emmenant avec nous une amie de Soldati et un ancien coureur

automobile qui prend le volant. Puis nous fonçons dans la nuit, tandis que les premières bombes explosent près de nous.

Plus tard, en automne 1943, je suis à Berne et Soldati me téléphone de Berlin : Anka von Fries va venir en Suisse. Il faut l'accueillir et lui donner un peu d'argent. Elle arrive le surlendemain et je l'invite à dîner à l'hôtel Bellevue.

Nous sommes au bar du Bellevue, quand tout à coup arrive un ex-collaborateur de la légation de Suisse à Berlin, recruté comme inspecteur de camps et renvoyé pour incompétence. Il me repère immédiatement :

« Ah ! Voilà notre ami Claude Caillat, sans doute avec une dame de la haute société berlinoise. »

Il hurle, il est complètement saoul. Il s'en prend à mon invitée :

« Rentrez chez vous ! On ne veut pas de vous ici. »

Un garçon du Bellevue réussit à le faire sortir.

Anka part pour l'Espagne le lendemain. Elle s'installe au Ritz à Madrid. Il y a un escalier intérieur au Ritz, qui monte jusqu'à une vingtaine de mètres. Anka se jette du haut de cet escalier et va s'écraser dans le hall de l'hôtel.

La défaite totale se profile sur le front de l'Est. Le régime nazi, dirigé par un fou, devient de plus en plus sanguinaire, oppressant. Personne n'est à l'abri des dénonciations. La malheureuse Anka n'est pas la seule dont les nerfs aient craqué.

Dans le Tout-Berlin, il n'y avait pas seulement des mondains et des indicateurs. Il y avait aussi les conjurés qui projetaient de renverser le régime nazi. C'est à cause d'eux que la Gestapo surveillait ce milieu avec tant d'attention.